

DEPARTEMENT
LOIRE
CANTON
RIVE DE GIER
COMMUNE
RIVE DE GIER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

ARRÊTE DU MAIRE

ARRÊTÉ N° ARECO_2023_0033**ARRETE TEMPORAIRE RELATIF A L'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC
COMMUNAL A DES FINS COMMERCIALES
MONSIEUR JEAN CASTAGNA – LE BELLINI – 85 RUE JEAN JAURES
PERMIS DE STATIONNEMENT**

Le Maire de la commune de Rive de Gier

Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, L 2212-1 et suivants,
Vu le Code de la Voirie Routière,
Vu le Code de Commerce,
Vu le règlement des terrasses ouvertes, étals devant les boutiques, camions magasins, structures légères à vocation commerciale,
Vu la délibération du conseil municipal fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal,
Vu la demande en date du **28 août 2023**, par laquelle **MONSIEUR JEAN CASTAGNA** sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue d'exercer son commerce, et vu les documents complémentaires déposés par le demandeur fin septembre-début octobre 2023.

ARRÊTE**Article N° 1 :**

MONSIEUR JEAN CASTAGNA est autorisé à occuper 10,00 m² – **85 rue Jean Jaurès**, potentiellement établis sur un emplacement de 5,00 m de long par 2,00 m de large en vue d'exercer son commerce.
Type d'installation sollicitée : **terrasse (installation pour consommer)**.

Article N° 2 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable jusqu'au **31 décembre 2023**. Elle est personnelle et incessible. Elle doit faire l'objet d'un renouvellement express sur demande écrite avant le **31 décembre 2023**.

Toutefois, un contrôle inopiné du **03 août 2023** a permis de constater que **MONSIEUR JEAN CASTAGNA** avait sorti sa terrasse sans demande ni autorisation préalables, alors qu'un dossier lui avait été remis en main propre le **20 février 2023**. Suite à un courrier d'avertissement lui rappelant le règlement en cours ainsi que l'amende éventuelle, **MONSIEUR JEAN CASTAGNA** a régularisé la situation en envoyant un dossier en date du **28 août 2023**. De ce fait, à l'avenir, il ne lui sera accordé aucune tolérance et si cela devait être amené à malheureusement se reproduire, il serait immédiatement amendable selon les règles et montants en vigueur : le dossier devra donc être complet (Kbis de moins de 3 mois, assurance...) dès sa transmission en Mairie, sous peine de ne pas être instruit, ce qui empêchera toute installation de terrasse, sans autorisation sous forme d'un arrêté municipal.

Article N° 3 :

Le permissionnaire s'acquittera des redevances calculées en fonction de la surface relevée par des agents assermentés et des tarifs unitaires au m² fixés annuellement par le conseil municipal. Leur non-paiement entraîne de plein droit le retrait de l'autorisation.

Article N° 4 :

La présente autorisation ne s'applique pas pour les manifestations exceptionnelles. Une demande spécifique est à adresser à la Mairie quinze jours au moins avant la manifestation. Elle fera l'objet d'une autorisation sous forme d'arrêté.

Article N° 5 :

Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs des permissionnaires.

Article N° 6 :

Le permissionnaire devra laisser un passage devant permettre la circulation des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres personnes à mobilité réduite sur le domaine public réservé à ces fins, avec une largeur minimale de 1,40 m, sous peine de devoir diminuer la taille de sa terrasse, afin de garantir cette largeur minimale.

Article N° 7 :

La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par la permissionnaire, des conditions précitées, des différentes dispositions présentes dans le règlement des terrasses ouvertes, étals devant les boutiques, camions magasins, structures légères à vocation commerciale ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Article N° 8 :

M. le Maire, M. le Directeur Général des Services, M. le Commissaire de Police, M. le Chef de la Police Municipale et tous les Agents habilités à constater les contraventions à la police de la circulation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

MONSIEUR JEAN CASTAGNA devra également présenter cet arrêté à chaque fois que les agents municipaux lui en feront la demande.

Article N° 9 :

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon ou d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication

Fait à Rive De Gier,
Le Maire,
Vincent BONY

Envoyé en préfecture le 11/10/2023

Reçu en préfecture le 11/10/2023

Publié le



ID : 042-214201865-20231010-ARECO_2023_0033-AR